

La présence soviétique dans la région de Limoges de 1943 à 1945

Cette contribution à la journée d'étude consacrée aux prisonniers de guerre soviétiques en France durant la Seconde Guerre mondiale traite de la présence soviétique (prisonniers de guerre et personnes déplacées) dans un cadre territorial qui est la région de Limoges, c'est-à-dire la Haute-Vienne, la Corrèze, la Creuse mais aussi la Dordogne, durant une période allant de l'automne 1943 à l'été 1945. La Dordogne est incluse dans cette étude parce qu'à cette période, elle était rattachée administrativement à la région de Limoges ainsi qu'à la 12^e région militaire et qu'elle faisait aussi partie de la région 5 (R5) des Forces françaises de l'intérieur (FFI) et de l'inter-région B des Francs-tireurs et partisans (FTP) dans l'organisation territoriale de la Résistance.

À partir de 1943, cette présence s'élève à plusieurs centaines individus pour atteindre, au printemps 1945, un total d'environ 4 500 prisonniers de guerre soviétiques (PGS) et personnes déplacées soviétiques dans la région.

1. Des prisonniers de guerre soviétiques sous l'uniforme allemand

En 1944, le nombre de Soviétiques incorporés dans la *Wehrmacht* présents en France est estimé entre 85 000 et 100 000 militaires, les services de renseignement britanniques l'estimant même à 200 000 ! Il faut ajouter à ce chiffre 135 000 prisonniers de guerre soviétiques transférés en France dans le cadre des travaux forcés.

À partir de l'automne 1943, les premiers prisonniers de guerre soviétiques qui arrivent dans la région de Limoges portent l'uniforme de la *Wehrmacht*. Ils ont été capturés par les Allemands après l'attaque de l'URSS en juin 1941. Pour échapper aux conditions de vie inhumaines des camps de PGS, des dizaines de milliers de d'entre eux se sont laissés convaincre par des recruteurs, souvent des émigrés nationalistes, antisoviétiques, de s' enrôler dans des légions nationales. Ils sont accompagnés parfois de civils (médecins, infirmières, blanchisseuses, cantinières...). C'est ainsi qu'à la libération de Limoges, le 21 août, les FFI découvriront plus de Soviétiques que d'Allemands : 264 Soviétiques en uniforme allemand et 37 civils soviétiques pour 77 Allemands sont comptabilisés au camp de Saint-Paul d'Eyjeaux en septembre 1944.

L'un des derniers combats dans la capitale régionale, le lendemain, le 22 août, oppose d'ailleurs des FFI à une douzaine de Soviétiques qui tentaient de forcer un barrage pour quitter Limoges.

Ces légions revêtaient l'uniforme allemand mais avec des signes distinctifs : sur la manche, un écusson portant l'inscription de leur nationalité, par exemple « Georgien » pour les légionnaires originaires de la Géorgie et les couleurs de leur pays, des pattes de col et d'épaules spécifiques. L'encadrement était allemand. Des officiers soviétiques de confiance relayaient les ordres auprès des hommes de troupe mais en restant subordonnés aux sous-officiers allemands. Les rapports entre encadrement allemand et légionnaires n'étaient pas des meilleurs : brutalités, brimades, punitions allant jusqu'à la bastonnade, de la part des Allemands qui méprisaient souvent ces hommes jugés inférieurs par la propagande nazie.

Durant la période 1943-1944, trois unités appartenant à ces légions interviendront dans la région de Limoges :

- un bataillon géorgien, le 799^e ;
- un bataillon de Tatars de la Volga ;
- un bataillon azerbaïdjanaise.

Il faut leur ajouter le passage de deux bataillons cosaques provenant de l'armée soviétique mais qui avaient rallié, le plus souvent volontairement, l'armée allemande.

L'unité qui a été la plus présente dans la région est le 799^e bataillon géorgien, formé dans le camp d'instruction de Kruszina, en Pologne, fin 1942.

Au printemps 1943, le bataillon est transféré en Lorraine (peut-être à Liverdun), où il aurait été affecté à la surveillance d'un canal, puis dans la Nièvre et enfin en Dordogne, où il arrive à Périgueux au tout début du mois d'octobre 1943.

L'agent du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) qui a signalé leur passage en gare de Limoges a clairement identifié la mission de ces légionnaires géorgiens : « [...] ils doivent effectuer diverses opérations de police en Dordogne contre les réfractaires et dissidents actuellement dans le maquis de ce département »¹.

En parallèle de cette mission, ils se signalent par de nombreuses exactions : vols avec violence, perquisitions nocturnes, tentatives de viols et viols...

Dès novembre 1943, le préfet de la Dordogne rapporte que : « depuis leur arrivée, une atmosphère d'insécurité règne à Périgueux »².

En Creuse, à Guéret, de nombreux incidents sont rapportés entre la fin décembre 1943 et le mois de janvier 1944. La situation est telle que les magasins ferment bien avant la tombée de la nuit, les parents des lycéennes leur font quitter l'établissement dès 16h30. Le préfet demande aux femmes de limiter leur déplacement la nuit ou de ne pas sortir seule. Pour préserver la population féminine, il envisage même de réservé exclusivement la maison de tolérance aux troupes d'occupation, certains jours de la semaine.

Ces Géorgiens sont employés contre les maquis, commettant parfois des pillages à l'occasion de perquisitions. L'exécution de cinq maquisards espagnols en Dordogne, la mort d'un cheminot à Guéret, celle de deux résistants et d'un cafetier en Corrèze leur sont incontestablement imputées.

Le 799^e bataillon géorgien participe à l'une des deux plus grandes opérations de répression effectuées dans la région. Elle est conduite par le général Brehmer et se déroule du 26 mars jusqu'à la mi-avril, en Dordogne puis en Corrèze et en Haute-Vienne. Elle regroupe, aux côtés du bataillon géorgien, des régiments de sécurité de la *Wehrmacht* et du personnel de la police allemande (SD). Plusieurs centaines de personnes sont fusillées, des milliers d'autres arrêtées et, pour certaines, déportées. L'opération visait autant à terroriser la population et à traquer les Juifs qu'à éliminer les maquis. Au cours de cette opération d'une grande brutalité, des Géorgiens se signalent par des viols, des fusillades, des incendies d'habitations, des pillages etc.

Un informateur du Comité français de Libération nationale (CFLN) décrivant l'évolution de la situation politique en Corrèze au début de l'année 1944 estime que « la peur du communisme n'a pas disparu [...]. Les Allemands tentent d'aggraver cette crainte en laissant la bride aux Géorgiens pour prouver le bas degré de la civilisation de l'Armée rouge »³.

À Périgueux, en décembre 1943, des habitants qui se plaignent de l'attitude des Géorgiens à la *Kommandantur* reçoivent cette réponse des officiers allemands : « vous ne voulez pas combattre le bolchevisme, tant pis pour vous. Voyez ce qui vous attend quand nous ne serons plus là ! »⁴

Non seulement les Allemands utilisent les Soviétiques comme des auxiliaires de leur appareil répressif mais, en tolérant les exactions, ils instrumentalisent leurs violences à des fins de propagande anticomuniste, de façon délibérée, comme le confirme cet extrait d'un rapport d'activités du 25^e Corps d'armée allemand en occupation en Bretagne :

« Le fait que des Russes soient prêts à combattre le bolchevisme [...] ne manquera pas de faire une certaine impression. On peut, à cet égard, s'attendre à ce que les milieux français, dans leur crainte inhérente du bolchevisme, se préoccupent désormais davantage de cette question et réfléchissent à la participation de la France à la lutte contre le bolchevisme »⁵.

¹ Archives nationales (AN), 3 AG 2/130, fonds BCRA, message de l'agent « Néron », 05/10/1943.

² Archives départementales de la Haute-Vienne (ADHV), 185 W 1, rapport du préfet de la Dordogne, daté du 29/11/1943.

³ ADHV, 1 1 J, fonds du Comité de la Seconde Guerre mondiale, rapport non daté, non signé.

⁴ ADHV, 9 J 2, rapport sur l'évolution politique dans le département de la Corrèze du 31/01/44 au 13/03/44.

⁵ Service historique de la Défense (SHD), Vincennes, rapport mensuel du 06/12/43 dans *Rapports d'activités du XXV^e C.A. allemand en occupation en Bretagne*, 1978, p.229.

Les compagnies du 799^e bataillon cantonneront en Dordogne et en Corrèze de la fin 1943 au printemps 1944, puis il sera retiré de la région en mai 1944.

D'autres légions ont sévi dans la région de Limoges, plus tardivement à l'été 1944. Elles étaient rattachées au 2^e régiment de volontaires de l'Est. Il s'agit d'une légion azerbaïdjanaise et d'une légion de Tatars de la Volga.

Ces légions ont participé à l'attaque du Mont Mouchet en Auvergne, en juin 1944, puis ont été engagées en juillet au sein d'une colonne en Haute-Corrèze, Creuse, Haute-Vienne.

La légion des Tatars compte environ 600 hommes. Elle est stationnée au Puy-en-Velay. En juillet, elle est dirigée vers le Limousin. Les opérations contre les résistants débutent en Corrèze le 14 juillet, puis la légion se déplace vers la Creuse (Aubusson, Bourganeuf) et la Haute-Vienne (Eymoutiers). Si durant leur passage en Limousin, rien, ne semble-t-il, n'a pu être imputé aux Tatars, ce n'est pas le cas dans le Cantal où ils ont mis à sac le village de Saugues et commis plusieurs viols.

La légion azerbaïdjanaise regroupe en fait les bataillons 804 et 806. En Haute-Corrèze, elles sont soupçonnées d'avoir participé à l'exécution de sept maquisards le 27 juillet 1944.

Ces légions quittent le Limousin au début du mois d'août.

En Périgord, il faut aussi signaler le passage d'une troupe cosaque, le régiment 360, commandé par un lieutenant-colonel d'origine estonienne, ancien officier de l'armée tsariste. Il est transféré en France en octobre 1943. Il regroupe deux bataillons, composés de Cosaques du Don et du Kouban.

Début août 1944, ce régiment, jusque-là affecté à la surveillance côtière dans le secteur de Royan, se met en marche vers la région de Bergerac, au sud de la Dordogne. Après avoir assassiné des Juifs et des résistants, ces Cosaques arrivent le 9 août à Saint-Julien-de-Crempse où ils sont accrochés par un groupe de l'Armée secrète (AS). Neuf résistants sont tués, 17 habitants fusillés. Le livret militaire retrouvé d'un sous-officier de ce bataillon cosaque atteste de la présence de cette unité à Saint-Julien le 9 août.

Avant de quitter la région, ils sont fortement soupçonnés d'avoir procéder à l'exécution d'une quarantaine de prisonniers dans une caserne de Périgueux.

Même si les violences exercées par ces troupes de l'Est sont indéniables, des gestes plus humains sont à mettre à leur actif : par exemple, des surveillantes d'un collège tulliste ont témoignées, qu'importunées par des soldats allemands dans leur internat, elles ont été défendues par des soldats géorgiens. Ou encore le témoignage d'un FTP corrézien qui, encerclé par une troupe de l'armée allemande, a vu un soldat géorgien lui indiquer une issue pour s'échapper. Peut-être ce soldat a-t-il rejoint plus tard la résistance locale comme une partie de ses camarades...

2. Les PGS dans les maquis de Dordogne, Corrèze, Haute-Vienne

En effet, les Géorgiens du 799^e ont déserté en nombre. Dès la formation de leur légion en Pologne, quelques-uns avaient constitué un comité de résistance et tenté de nouer des contacts avec la résistance locale.

À Périgueux, Le lieutenant Abramidzé réussit à entrer en contact avec un civil polonais. Mais les Allemands le découvrent et Abramidzé sera fusillé avec neuf autres Géorgiens le 10 décembre 1943.

La première désertion a lieu dès le 2 octobre 1943, cinq Géorgiens s'enfuient de Périgueux et rejoignent un groupe FTPF. Capturés, ils font partie des Géorgiens fusillés avec le lieutenant Abramidzé.

Par la suite, les défections se succèdent et le mouvement s'amplifie au printemps 1944. Finalement, ce sont au moins 162 PGS, généralement avec leurs armes, qui passent au maquis en Dordogne et en Corrèze jusqu'au retrait du bataillon de la région.

Les défections concernent aussi la légion des Tatars lors de leur incursion en Corrèze et en Creuse. Le 30 juillet, 74 Tatars, avec un officier, rejoignent un maquis AS en Corrèze. Une autre tentative qui envisageait de faire désérer les quatre autres compagnies Tatars échouera, le Polonais chargé d'établir le contact étant arrêté et fusillé.

Enfin, il faut évoquer l'évasion d'une soixantaine de PGS, avec leur armement, de la caserne-hôpital de Magnac-Laval, à 40 kilomètres au nord-ouest de Limoges où ils étaient arrivés en avril ou

mai 1944. Ils venaient de Galicie et, certains étant blessés, ils étaient accompagnés de médecins, infirmières soviétiques. Ils sont Ukrainiens, Russes, Arméniens, etc. Leur évasion a été préparée par des légaux FTP, exécutés peu après par la colonne venue de Limoges pour récupérer les 250 à 300 Soviétiques restants et le personnel sanitaire allemand.

Finalement, 300 à 350 PGS auraient rejoint la résistance limousine, majoritairement dans des unités FTP.

Leur contribution à la Résistance est militaire : ils participent à des embuscades, à des récupérations d'armes dans les gendarmeries, à l'épuration, parfois, avec l'exécution de collaborateurs, à l'attaque de garnisons allemandes.

Mais elle a aussi un fort impact psychologique : leur présence est enthousiasmante pour les résistants communistes, fiers de combattre aux côtés de leurs camarades soviétiques, représentants d'une URSS idéalisée et mythifiée.

Plusieurs PGS perdront la vie en combattant aux côtés de leurs camarades français et espagnols. Ivan Alexandrow, alias « Petrovitch », 36 ans, était originaire de Rostov. Après s'être échappé d'Allemagne et traversé une partie de la France, il a intégré un groupe de l'AS en Corrèze, groupe qui a tenté, avec l'aide d'un détachement Franc-Tireur et Partisan (FTP), de libérer leur lieutenant capturé par les Groupes Mobiles de Réserve (GMR). Lors de cette tentative, le 29 janvier 1943, il est capturé à son tour. Il sera fusillé avec un jeune FTP capturé avec lui, à Limoges, le 11 février 1944. Un autre soviétique, Grégory Koullick, originaire du Kouban a intégré un maquis AS en Corrèze au début de l'année 1944. Après la libération, il combattrra au sein du régiment de Marche « Corrèze-Limousin » dans la 1^{re} armée française. Il succombera à un tir d'artillerie ennemi en Haute-Saône le 30 octobre 1944.

Le 25 mars 1944, la police française lance une attaque contre l'École des Cadres, un camp clandestin destiné à l'instruction des futurs cadres FTP, dans le sud de la Dordogne. Un petit groupe de Soviétiques est chargé de sa protection. Un des Soviétiques et quatre résistants sont capturés. Le premier dit aux policiers se nommer Ivan Golowin. En réalité, il s'agit d'Ivan Pilipenko, lieutenant au 29^e régiment de chars. Il s'est évadé du camp de Boulay-Moselle. Il est acheminé, via Nancy et Brive, en Dordogne en compagnie de trois autres Soviétiques. Il disparaît en déportation.

Le Géorgien Kogui qui a suivi, avec trois autres Géorgiens, leurs camarades espagnols du maquis lors de la *Reconquista*, a péri dans les Pyrénées durant cette expédition.

Michel Mersalinov, un Tatar qui a rejoint les FTP à l'été 1944, a trouvé la mort le 17 août 1944 lors de l'attaque d'une troupe allemande encerclée à Égletons (Corrèze).

3. Le contrôle des PGS par la MOI (main d'œuvre immigrée) et les services soviétiques

La direction clandestine du parti communiste confia assez rapidement à ses réseaux, en particulier au Comité central des PGS, créée fin 1943-début 1944 et dirigé par Boris Matline alias « Gaston Laroche », un cadre du *Komintern*, la mission d'encadrer ces PGS et d'organiser les défections. En février 1944, quatre PGS dont trois officiers, évadés d'un camp de l'Est de la France sont pris en charge par un réseau du secteur de Nancy et envoyés à Brive en Corrèze puis acheminés en Dordogne. Alexandre Khetagourov alias « commandant Sacha » prend la tête d'un groupe important de Géorgiens déserteurs du 799^e bataillon, le capitaine Victor Alexeenko et le lieutenant Pilipenko sont chargés de la protection d'une école FTP clandestine de cadres.

Dans le reste de la région, les PGS constituent des détachements ou des petits groupes intégrés à des compagnies FTPF-MOI.

En Corrèze, à la fin août, les FTP parviennent à récupérer les Tatars déserteurs entrés à l'AS. Un Hongrois, ancien des Brigades Internationales, supervise le capitaine tatar de cette compagnie.

Fin août, peu après la libération de la Haute-Vienne, la Main d'œuvre Immigrée (MOI) contrôle les PGS du département. Le commandant « Octave », responsable interrégional FTP-MOI, travaille main dans la main avec le capitaine « Jacques de Saint Martin », en réalité un émigré russe, suspecté d'être un agent soviétique depuis les années 30. Leur première mission est l'épuration dans les rangs de ces PGS.

Le 30 août, dans un village de la Haute-Vienne est organisé un procès mené par le commandant de ces PGS, l'Arménien Aivazian et une commission venue de Limoges. Dix-sept Soviétiques comparaissent pour des faits relevant de la collaboration active avec les nazis, de la participation à des actions de représailles ou à des vols et recels. Dix d'entre eux sont fusillés.

Fin août, au Sud-Ouest de Limoges, à Saint-Yrieix, où sont rassemblées les unités MOI, un autre groupe de Soviétiques est fusillé à la prison de la ville.

Les PGS se vengent aussi des Allemands. Près de Périgueux, ils auraient fusillé dix Allemands en mémoire des dix Géorgiens (les cinq déserteurs et leurs cinq camarades agissant au sein du bataillon) fusillés en décembre 1943. À Saint-Julien, près de Bergerac, où les Cosaques avaient tué 17 habitants et des résistants quelques semaines auparavant, un officier AS fait exécuter en représailles 17 prisonniers de guerre allemands par des Soviétiques.

L'autre mission confiée au Roumain Cristescu, alias « Octave », ancien combattant des Brigades internationales, et à Jacques Pozolovski alias « Jacques de Saint-Martin », est de séparer les Soviétiques des Allemands capturés ensemble lors de la prise de Limoges et de regrouper dans des camps tous les Soviétiques présents dans la région de Limoges. Ils obéissent aux directives des autorités soviétiques réinstallées à Paris. Celles-ci exigent également que les Soviétiques qui sont partis combattre dans les rangs FFI sur le front de l'Atlantique, en soient retirés.

Trois centres de regroupement sont donc établis : un en Haute-Vienne, deux en Corrèze.

Pozolovski supervise l'ensemble des PGS de la région au sein d'une structure spécialement créée : le centre de regroupement des unités russes (CRUR), basée à Limoges.

Avec Cristescu, il assure la liaison entre l'ambassade soviétique, la mission militaire de rapatriement soviétique et les autorités militaires françaises. Le 19 septembre, Cristescu part avec Aivazian chercher les directives à l'ambassade soviétique à Paris. Il faut regrouper tous les citoyens soviétiques et les envoyer vers l'un des quatre lieux principaux de regroupement (Grenoble, Marseille, Nîmes et le Tarn) en vue de leur départ pour l'URSS. Cette directive ne sera pas appliquée, les moyens de transport étant mobilisés prioritairement pour la conduite de la guerre. Mais elle démontre bien que la préoccupation principale des autorités soviétiques est de récupérer au plus vite leurs ressortissants.

4. La gestion des soviétiques après la Libération : entre instrumentalisation et rejet

La gestion des Soviétiques est très problématique pour les autorités de la région jusqu'à leur départ pour l'URSS.

Pourtant, dans les premières semaines qui suivent la libération, c'est l'enthousiasme qui prédomine. Les organisations communistes ne manquent pas une occasion de les mettre sur le devant de la scène et de célébrer à travers eux l'URSS et le maréchal Staline.

Les Soviétiques présents dans la région de Limoges sont associés à des manifestations à caractère politique, artistique et commémoratif, manifestations relayées par les organes de presse du PC. Ils participent à des défilés, des inaugurations, aux obsèques d'un FTP, célèbrent, en février 1944, l'anniversaire de l'Armée rouge en compagnie des autorités militaires issues des FTP. À chaque apparition, ils sont « acclamés frénétiquement » comme le relate la presse et c'est encore le cas lors du *meeting* de Maurice Thorez à Tulle, le 8 avril 1945 où une délégation du bataillon soviétique est venue rendre hommage au secrétaire général du PCF.

Les Soviétiques de la région sont également sollicités pour des galas ou des soirées artistiques. Ils se produisent sur scène en Haute-Vienne, en Corrèze.

La participation des PGS à ces diverses manifestations est rapportée par la presse communiste qui en profite systématiquement pour glorifier l'URSS et son chef.

Toutefois, les relais de cette instrumentalisation sont confrontés à deux problèmes qui contrarient son efficacité : la participation active et brutale de plusieurs de ces Soviétiques à la répression au sein de l'armée allemande, participation que la population limousine n'a pas oubliée et les exactions et troubles commis depuis leur regroupement après la libération.

Ils sont le fait d'une minorité mais ils sont répétés et même provoqués par certains commandants de centres de regroupement. À Brive, le chef du centre est l'ancien chef du détachement soviétique de la Dordogne, le commandant Sacha. Les premiers incidents se produisent dès son installation : vols, ivresse publique, agressions, menaces avec armes à feu, investissement du commissariat etc.

Un des plus graves se produit le 21 octobre 1944. Un parachutiste français, qui se rendait au 126^e régiment d'infanterie de Brive est intercepté par des Soviétiques en ville. Il est conduit au camp où il est exécuté. Il était soupçonné par le commandant Sacha d'être un agent anglo-américain. Un Tatar qui avait été en contact avec le militaire français sera aussi abattu sur ordre du commandant Sacha quelques jours après. L'autorité militaire, informée, ne réagira pas.

En décembre, se produit un nouvel incident sérieux qui implique une émigrée russe, Tamara Volkonskaia, soi-disant princesse. Elle a rejoint les FTP en Dordogne, soignant les blessés, traduisant des tracts pour inciter les légionnaires géorgiens à déserter et est devenue l'égérie des maquisards géorgiens. En décembre 1944, elle est arrêtée et conduite à la caserne du 126^e RI par une patrouille française. En effet, une jeune française pense l'avoir reconnue comme ayant participé à son interrogatoire par les Allemands au printemps 1944. À trois heures du matin, un détachement soviétique armé et très menaçant assiège le poste de garde du 126^e RI exigeant la libération de la princesse. Deux fusils-mitrailleurs sont pointés vers les soldats français, qui doivent libérer la princesse sur ordre de leur hiérarchie. À Périgueux, la police devra renoncer à procéder à son arrestation ordonnée par le Commissaire régional de la République en raison de la ferme opposition des militaires FTP de la ville.

En Corrèze, les habitants reconnaissent un des officiers du bataillon géorgien qui avait terrorisé la région quelques mois plus tôt. Devenu instructeur auprès des FTP-FFI de la Dordogne, il circule en toute impunité dans la région.

J. Pozolovski s'adresse alors au général Dragun, chef de la mission militaire soviétique en France. Devant la gravité des faits, le général décide de renvoyer les deux hommes en URSS.

Toutefois, dans la majorité des cas, la mission militaire n'intervient pas ou, pire, prend la défense de ses ressortissants, exigeant la libération des Soviétiques arrêtés.

Les troubles vont être également nombreux autour des deux nouveaux centres installés dans la région en janvier 1945, celui de Creysse-Bergerac (Dordogne) et celui de la Courtine (Creuse). Ces deux camps regroupent des anciens PGS et des déplacés civils soviétiques qui étaient utilisés dans des sites industriels et miniers de l'est de la France. Ils accueillent respectivement 1 550 et 2 000 Soviétiques.

Là encore, vols, agressions d'habitants, réquisitions forcées de véhicules... sont signalés. Les plaintes affluent, les préfets avouent leur impuissance à régler le problème.

Il faut dire que ces centres de regroupement bénéficient d'un statut particulier, d'une extraterritorialité équivalente à celle d'une ambassade. Les autorités françaises ne peuvent y pénétrer sans l'accord des Soviétiques. De plus les ressortissants soviétiques bénéficient aussi d'une impunité judiciaire aussi bien pour les crimes et délits commis avant le regroupement que pour ceux commis à partir de ce regroupement. Ils ne seront jamais traduits devant les tribunaux français.

Les troubles cesseront quelques semaines avant le départ des Soviétiques de la région en vue de leur rapatriement, de nouveaux chefs de centre plus sérieux et compétents ayant été nommés par les autorités soviétiques.

Pourquoi la France redevenue un État souverain a-t-elle toléré de tels agissements sur son sol ? La raison majeure qui peut expliquer cette inertie est le souci du sort de centaines de milliers de prisonniers de guerre français, en particulier des « Malgré-Nous » alsaciens-mosellans, regroupés dans la zone soviétique. Pour obtenir leur rapatriement le plus rapidement et le plus complet possible, le gouvernement doit jouer la carte de la modération et même renoncer à faire appliquer la loi française selon laquelle les personnes ayant commis des crimes ou des délits sur son sol doivent être jugées par des juridictions françaises, de crainte que des Français regroupés en URSS n'aient à répondre de leurs agissements devant la justice soviétique réputée bien plus sévère. Par conséquent, les Soviétiques coupables de délits ne seront jamais déférés devant les tribunaux français et les quelques-uns arrêtés seront libérés très rapidement.

Une autre raison importante est la volonté du gouvernement français d'être conciliant avec l'URSS. À l'automne 1944, le général de Gaulle, chef du gouvernement, recherche une alliance solide avec l'URSS contre l'Allemagne. La perspective de conclure un pacte pouvait être une première étape marquante dans la reconquête du rang international de la France que De Gaulle souhaitait vivement. Ce dernier espérait aussi faire entériner par Moscou ses objectifs à l'égard de l'Allemagne (séparation et mise sous contrôle de la Ruhr, de la Rhénanie et de la Sarre). Il cherche un appui face aux Anglo-Américains qui ne partagent pas son point de vue sur le devenir de l'Allemagne.

Enfin, une autre explication à l'impuissance des pouvoirs publics à réprimer les délits et crimes commis par les Soviétiques se trouve dans la difficulté à restaurer l'autorité de l'État après la libération.

Il a fallu plusieurs semaines voire des mois pour que les Préfets, les forces de police et de gendarmerie désorganisées par les troubles de l'été 1944 et l'épuration retrouvent leur pleine capacité à agir. En attendant les Soviétiques ont imposé leur gestion des camps, ont déployé les officiers de leur mission de rapatriement sur le territoire français avec le soutien et la protection des communistes français, des anciens FTP, qui occupent des postes importants dans les états-majors ou dans l'administration et avec l'appui de leurs organisations culturelles comme « France-URSS » et le Comité français d'aide aux anciens prisonniers de guerre et déportés soviétiques. En outre, les regroupés soviétiques disposent d'armes et n'hésitent pas à défier et menacer les forces de l'ordre en cas d'arrestations.

Finalement, c'est surtout la bonne volonté de la mission militaire soviétique de rapatriement, décidant de rappeler et de remplacer tel chef de camp, ou d'envoyer les éléments les plus douteux à la prison soviétique du fort Chapoly près de Lyon, qui apaisera la situation quelques semaines avant le départ des Soviétiques et la fermeture des cinq camps de la région à l'été 1944 plus que la reprise en main de la situation par les autorités françaises locales ou nationales.

5. Et après ? Rester en France ou rentrer en URSS

Les autorités administratives et policières de la région dont l'autorité était mise à mal dans une période où la restauration de celle-ci était indispensable, et qui étaient régulièrement sollicitées, critiquées pour leur inaction par les populations victimes des exactions des Soviétiques, demandaient sans cesse leur départ de la région. À leur grand soulagement, ce départ intervint enfin à l'été 1944 et les cinq camps furent évacués entre mai et juillet 1945. Seul un petit détachement resta à Limoges pour récupérer les réfractaires au retour et les femmes soviétiques déplacées, qui étaient entrées en France avec un compagnon français.

Les départs se firent sans cérémonie, ni manifestation, ni article dans la presse. Les Soviétiques furent dirigés en train, d'abord vers le camp de Beauregard en région parisienne, puis vers l'URSS. Ils passèrent par des camps de filtration. Le fait d'avoir été dans la Résistance et chez les FFI, d'avoir en sa possession des attestations des camarades français ne permettait pas d'échapper le plus souvent à des interrogatoires sévères. Cela pouvait même les desservir, le contre-espionnage soviétique pouvant les soupçonner d'être devenu des espions au service des Occidentaux.

Les PGS rapatriés qui avaient servi les Allemands, étaient soumis à des travaux forcés au sein de camps spéciaux ou de bataillons de travail. Parfois leur famille les rejoignait.

Jusqu'en 1955, ils furent victimes de mesures d'enfermement et de contrôle, puis, après leur libération, mis à l'index de la société. Il leur a fallu attendre 1995 pour être réhabilités.

Quelques-uns étaient parvenus à rester en France et à échapper au rapatriement, le plus connu d'entre eux, grâce à son fils et ses petits-fils joueurs de rugby de haut niveau, étant Chaliko Yachvili. Le destin de ces PGS est, à l'image de cette période, chaotique : Après avoir été abandonnés par l'État soviétique, à la suite de leur capture par l'armée allemande et leur emprisonnement dans les camps de PGS, ils avaient été maltraités puis utilisés par les Allemands pour traquer les partisans et les Juifs, avant d'être rapatriés parfois de force puis mis à l'index en URSS voire déportés. Mais ils gardaient un souvenir inoubliable de ces mois de lutte aux côtés des maquisards, les seuls à leur témoigner

respect et reconnaissance, ces quelques mois qui avaient été une embellie dans leur existence bouleversée.

Hervé DUPUY